

Le nouveau gouvernement saura-t-il enfin s'attaquer au problème du climat sans autre objectif que l'efficacité des mesures prises ?

Le nouveau gouvernement, de Jean Castex, vient de prendre ses fonctions. C'est donc à lui qu'échoit la rude tâche de réorienter la politique énergétique de la France après une période marquée par des occasions manquées et pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris.

Il s'agit bien de réorienter la politique : deux avis indépendants et incontestables sont tombés simultanément :

- Le Haut Conseil pour le Climat, mis en place par le Président de la République fin 2018, vient de rendre son rapport annuel et il est sans appel : le Haut Conseil constate un accroissement des annonces du gouvernement quant au rythme de baisse des émissions de gaz à effet de serre, mais aucune avancée structurelle dans les domaines prioritaires du bâtiment et de la mobilité. Le rythme actuel de baisse des émissions ne répond pas aux enjeux de la transition bas carbone et reste marginal par rapport aux efforts structurels à accomplir. Très mauvaise note pour le gouvernement précédent !
- L'Académie des Sciences a publié un avis sans équivoque sur la fermeture de la centrale de Fessenheim dont la ministre de la Transition écologique et solidaire s'était félicitée dans une tribune de presse. La sentence de l'Académie des Sciences est très claire : fermer Fessenheim et d'autres réacteurs est un contresens. Dans une période où la crise sanitaire a douloureusement rappelé l'absolue nécessité pour les politiques d'intégrer les réalités scientifiques, cet avis de la plus haute autorité française dans ce domaine est un désaveu total de la politique assumée depuis un certain nombre d'années par les gouvernements successifs.

La précédente ministre de la Transition écologique et solidaire, soucieuse de la sécurité d'approvisionnement en électricité l'hiver prochain, avait cru bon de demander aux Français des gestes citoyens dans le but de diminuer la pointe électrique de 2 000 MW alors que sous son mandat de ministre, 1 800 MW de production sûre, fiable et décarbonée ont été supprimés à Fessenheim sans autre raison que des petits arrangements politiques. Les Français apprécieront si l'électricité est coupée pendant le prochain hiver...

Dans la lutte contre le changement climatique, la France attend vraiment et enfin autre chose de son gouvernement.